

Pacte mondial : communication sur le progrès - 2004

Le traitement et le stockage des déchets : un métier au service de l'environnement

Séché Environnement est l'un des principaux acteurs du marché français du traitement des déchets, au service de l'environnement, son client final.

Pour mener à bien cette mission, Séché Environnement s'est progressivement doté de la panoplie la plus large d'outils performants : traitements thermiques et stockage avec valorisation énergétique, outils spécifiques pour certains déchets particuliers. Il peut ainsi prendre en charge le spectre le plus large de déchets dans les meilleures conditions de sécurité, techniques, environnementales, réglementaires. Séché Environnement se caractérise par ce positionnement fort, revendiqué, original, en aval des activités de collecte, au cœur des métiers les plus techniques des marchés du déchet.

Il traite et stocke, dans le respect de l'homme et de la nature, des flux de déchets divers et variés des industries et des ménages. Son intervention constitue le dernier maillon du cycle de vie de la production à la consommation de biens, manufacturés ou non.

Ce service sans cesse renouvelé, Séché Environnement le fournit principalement à l'échelle de la France (93% de son chiffre d'affaires en 2004) et en Europe. Son ancrage local y est très fort : son activité ne saurait s'exercer en agissant sans transparence ou en ignorant les riverains de ses sites et leurs légitimes préoccupations.

Les femmes et les hommes qui composent le Groupe mettent leurs compétences au service de cette mission. La maîtrise de la filière des déchets, et les réponses à apporter aux nouvelles sensibilités en matière d'impact sur la santé publique, sont de leur responsabilité quotidienne au sein du Groupe.

Signataire du Pacte Mondial depuis 2003, Séché Environnement rend régulièrement compte à ses parties prenantes

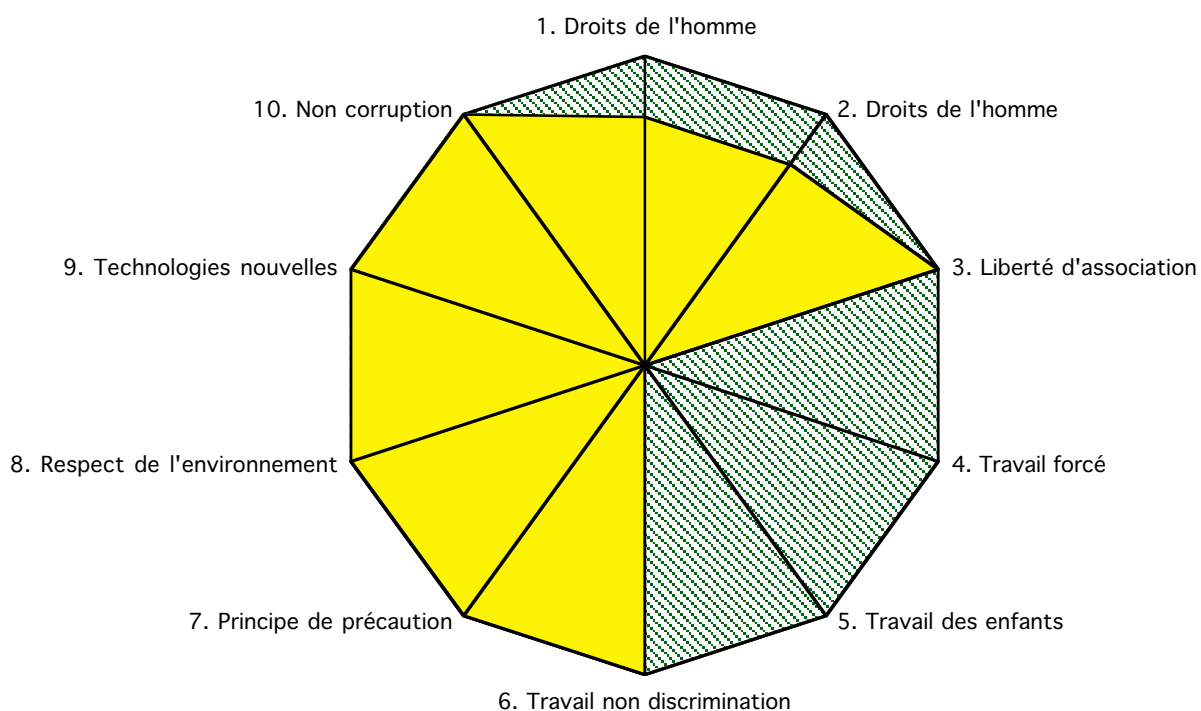
La grille de la Global Reporting Initiative (GRI) du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) constitue le référentiel utilisé par Séché Environnement à cet effet. C'est pourquoi Séché Environnement a pris le parti de présenter le suivi de ses engagements avec le Pacte Mondial, tels que rappelés en page 23 du Rapport de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (2004), sous cette forme, en renvoyant le lecteur pour plus de détails aux publications récentes du Groupe.

Ces données qualitatives, quantitatives et leurs commentaires, font l'objet pour la 3^{ème} année consécutive d'une publication sous forme de Rapport de développement durable (au titre des exercices 2002 et 2003) et sous le nom de Rapport de responsabilité sociétale de l'entreprise en 2004. Leur contenu vient compléter les documents financiers, sur les aspects sociaux, environnementaux, sociétaux et stratégique. Bureau Véritas a vérifié la sincérité des données sociales et environnementales 2004.

Ces documents sont largement diffusés et peuvent être :

- ❑ Commandés auprès de la société (sous forme imprimée ou de CD-Rom) à l'adresse internet communication@groupe-seche.com
- ❑ Consultés sur le site internet du Groupe www.groupe-seche.com

Séché Environnement n'est pas également concerné par les dix principes du global Compact du fait de sa zone d'activité, essentiellement France (93 %) et Europe. Le graphique en radar ci-contre montre en couleur pleine les principes qui s'appliquent pleinement sur cette sphère, et en hachuré ceux qui ne s'appliquent que partiellement, voire pas du tout, sur la zone.



Les engagements de Séché Environnement sont détaillés selon la présentation ci-après, selon la grille d'analyse de la GRI.

Thème générique du Global Compact			
Engagement au titre du Global Compact			
Rubrique GRI	Indicateur GRI concerné	Renvoi au rapport RSE 2004	Faits saillants ou illustration remarquable de l'exercice

Didier Gauthier
Secrétaire général en charge du Développement durable

Droits de l'homme

1	Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence ...		
HR1	Description des stratégies, lignes directrices, structures et procédures destinées à gérer les aspects des activités de l'organisation relatifs aux droits de l'homme, avec mention des mécanismes de suivi et de leurs résultats.	Page 79	Le Groupe s'interdit le travail des enfants, le travail forcé ou obligatoire, de manière directe ou indirecte par l'intermédiaire de sous-traitants dans le cadre de leurs interventions dans les installations du Groupe. Du fait du zonage géographique du Groupe, ce dernier est peu exposé à ces risques.
HR2	Preuve de la prise en compte des impacts en matière de droits de l'homme dans les décisions d'investissement et d'achat, y compris la sélection des fournisseurs / sous-traitants.	Page 42	Séché Environnement s'investit dans la mise en place d'une politique de ses achats dont les principes soient conformes à ses engagements pris dans le cadre de son adhésion au Global Compact, et des réflexions menées sur ce sujet dans les instances du Comité 21 dont elle est membre.
HR3	Description des règles et procédures d'évaluation et de traitement de la performance relative aux droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement et chez les sous-traitants, avec mention des systèmes de suivi et de leurs résultats.	Page 42	<p>Les axes essentiels de cette politique découlent des considérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> les modes de production et de consommation doivent impérativement réduire les risques environnementaux et sociaux qui pèsent aujourd'hui sur la planète ; <input type="checkbox"/> les achats constituent un levier important pour étendre et généraliser les bonnes pratiques en matière de développement durable, en impliquant toute la chaîne de valeurs, fournisseurs inclus ; <input type="checkbox"/> la politique d'achats responsables doit privilégier une approche en terme de coût global d'acquisition, c'est-à-dire intégrant dans le prix d'achat les externalités afférentes. <p>Une première illustration de cette politique est donnée par la démarche utilisée en 2004 en vue de pourvoir au renouvellement du parc d'engins de lavage du Groupe. Ces principes ont accompagné tout le déroulement des consultations de fournisseurs. A leur terme, le choix ne s'est pas effectué sur de simples critères économiques à performances techniques équivalentes, mais aussi sur la fourniture de dispositifs complémentaires de sécurité pour l'opérateur (au-delà des prescriptions réglementaires). Agissant ainsi, les conditions de travail des agents s'en trouvent améliorées par un regain de sécurité au poste de travail, et la charge potentielle pour la collectivité au titre d'éventuelles conséquences d'accidents du travail, est réduite.</p>
HR4	Description de la politique générale et des procédures / programmes visant à éviter toutes formes de discrimination dans les activités, avec mention des systèmes de suivi et de leurs résultats.	Page 79	Le Groupe s'interdit de pratiquer quelque discrimination que ce soit (raciale, ethnique, religieuse, sexuelle ou autre), à l'égard de ses employés, au recrutement, à l'embauche, durant l'exécution ou à la fin de leur contrat de travail.

2	... à veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme		
HR2	Preuve de la prise en compte des impacts en matière de droits de l'homme dans les décisions d'investissement et d'achat, y compris la sélection des fournisseurs / sous-traitants.	Page 42	Réponses identiques à celles faites pour le 1 ^{er} engagement du Global Compact (voir supra)
HR3	Description des règles et procédures d'évaluation et de traitement de la performance relative aux droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement et chez les sous-traitants, avec mention des systèmes de suivi et de leurs résultats.	Page 42	

Normes du travail

3 Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ...			
HR5	Description de la politique en matière de liberté syndicale en précisant dans quelle mesure cette politique est universellement appliquée indépendamment de la législation locale ; description des procédures / programmes destinés à traiter cette question.	Page 55	Par application de la législation française, tous les salariés sont représentés par des délégués syndicaux, des délégués du personnel et des membres de comités d'entreprise. Leur nombre, leur taux de féminisation et la fréquence de leurs réunions sont répertoriés dans le rapport RES 2004.
LA3	Pourcentage d'employés représentés par des organisations syndicales indépendantes ou d'autres représentations légitimes du personnel, avec répartition par zones géographiques ou pourcentage d'employés couverts par des conventions collectives, par région/pays		
LA4	Règles et procédures d'information, de consultation et de négociation avec le personnel concernant les modifications d'activités de l'organisation.	Page 46	Au niveau des services liés à l'exploitation des sites, des réunions régulières sont organisées permettant une intervention de chaque niveau de l'encadrement. En cas de changement d'organisation d'un service ou d'un atelier, les grandes lignes sont présentées au personnel concerné qui émet des propositions, en direct ou via des boîtes à idées disposées à cet effet, où les suggestions sont ensuite étudiées et retenues dans la majeure partie des cas.

4 ... l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire ...			
HR7	Description de la politique visant à interdire le travail forcé et mesure dans laquelle cette politique est publiquement exposée et appliquée ; description des procédures/ programmes destinés à traiter cette question, avec mention des systèmes de suivi et de leurs résultats.	Non confronté à cette problématique sur sa zone d'activité (France pour 93%, et Europe essentiellement)	

5 ... l'abolition effective du travail des enfants ...			
HR6	Description de la politique d'exclusion du travail des enfants en vertu de la Convention 138 de l'OIT et mesure dans laquelle cette politique est publiquement exposée et appliquée ; description des procédures/ programmes destinés à traiter cette question, avec mention des systèmes de suivi et de leurs résultats.	Non confronté à cette problématique sur sa zone d'activité (France pour 93%, et Europe essentiellement)	

6 ... l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.			
HR4	Description de la politique générale et des procédures / programmes visant à éviter toutes formes de discrimination dans les activités, avec mention des systèmes de suivi et de leurs résultats.	Page 79	Voir premier engagement du Global Compact
LA10	Description de la politique ou des programmes d'égalité des chances ; systèmes de suivi destinés à en vérifier le respect et résultats du suivi.	Page 50	Les stages de formation ont porté sur 20.000 heures en 2004, accomplis par toutes les catégories de personnel, à due proportion de leur représentativité dans l'effectif.
LA11	Composition de la direction générale et des instances dirigeantes de l'organisation (y compris le Conseil d'administration), avec proportion femmes / hommes et d'autres indicateurs de diversité adaptés aux différences culturelles.	Pages 20 & 47	<input type="checkbox"/> 40 % des administrateurs sont indépendants au sens du rapport Boutton <input type="checkbox"/> 25 % des cadres sont féminins, pour un effectif féminisé à 23 %

Environnement

7 Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement ...			
3.13	Expliquer dans quelle mesure et comment l'organisation a adopté la démarche ou le principe de précaution.	Page 53	L'ensemble des activités qui sont susceptibles d'avoir une influence sur la sécurité et l'environnement est maîtrisé par la mise en place de procédures et modes opératoires. Ceux-ci sont régulièrement remis à jour en fonction du retour d'expérience interne et externe. Tous les sites mènent la démarche visant à l'élaboration et la gestion du document unique de prévention des risques au poste de travail. Cette démarche générale permet de renforcer l'identification des aspects « sécurité et santé » à améliorer. Les plans d'action sont progressivement intégrés dans les systèmes de management.

8	... à entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ...		
EN1	Consommation totale de matières premières (autres que l'eau) par type	Page 66	La consommation totale du Groupe dans les principales matières utilisées dans les procédés s'élève à environ 238 kt. Cette consommation baisse de 19% en 2004, car 2003 elle avait été impactée par des besoins ponctuels supplémentaires dus aux travaux de terrassement liés au changement d'alvéoles à Changé.
EN2	Pourcentage de matériaux consommés qui sont des déchets (recyclés ou non) provenant de sources externes à l'organisation	Page 66	Plus de 42 % des matières consommées sont issues du recyclage (usage de stabilisation des alvéoles)
EN3	Consommation directe d'énergie	Page 67	Le Groupe a consommé environ 234 GWh en 2004, dont 89 % étaient issus d'énergies renouvelables produites sur les sites du Groupe, par techniques de méthanisation ou d'incinération avec production de vapeur et électricité.
EN4	Consommation indirecte d'énergie		
EN5	Consommation totale d'eau	Page 72	<p>La consommation totale d'eau de Séché Environnement s'élève à environ quatre millions de m³ par an. L'eau provient soit de retenues d'eau, soit de pompes dans des puits, soit de réseaux d'adduction. Des actions de valorisation ont été lancées sur certains sites, comme le recyclage des eaux de pluie ou l'utilisation des lixiviats du stockage en classe 2 comme eaux de process en particulier dans la stabilisation de déchets à admettre en classe 1.</p> <p>Le prélèvement dans les nappes phréatiques n'est pas significatif par rapport aux réserves que représentent ces dernières et ne risque aucunement de provoquer une baisse de leur niveau. En l'absence d'eau industrielle, prélever dans une nappe dans ces conditions est de moindre impact environnemental que l'utilisation d'eau de réseau qui a donné lieu au préalable à des traitements destinés à lui donner sa potabilité, non nécessaire pour les usages industriels.</p>
EN6	Emplacement et superficie des terrains détenus, loués ou gérés dans des habitats riches en biodiversité	Page 68	<p>Le Groupe exploite sur une surface totale de 309 ha. Aucune implantation n'est faite en zone sensible ou protégée.</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Les aires de travail des sites industriels sont recouvertes d'un revêtement étanche et les écoulements d'eaux potentiellement polluées sont gérés à partir de réseaux d'égouts séparatifs. Ces eaux font l'objet de traitement et de contrôles avant rejet dans le milieu naturel (pas d'effets d'eutrophisation, d'acidification ou de rejet toxique). <input type="checkbox"/> Les activités de stockage qui représentent environ les trois quarts des surfaces utilisées sont localisées dans des espaces agricoles à faible densité de population, les autres techniques sont mises en œuvre essentiellement dans des zones ou parcs industriels équipés à cet effet, en périphérie lointaine de villes.
EN7	Description des principaux impacts sur la biodiversité des activités et/ou produits et services de l'organisation dans les environnements terrestres, d'eau douce et maritime	Pages 82 à 85	<p>L'objectif de la politique du Groupe en matière de biodiversité ne consiste pas en une exploitation directe des ressources faunistiques et floristiques. Cependant, l'activité de création des sites de stockage en particulier, a un impact direct sur des milieux naturels écologiquement riches et sensibles, colonisés par différentes espèces qu'elles soient protégées ou non. Le rôle clé du naturaliste, installé sur le site de Changé depuis 1993, s'est affirmé au fil des ans en tant qu'avocat des parties prenantes "silencieuses" du site : les végétaux, les espèces animales, les éco-systèmes locaux. Interface permanente entre la biodiversité et les industriels, il contribue opérationnellement à la construction progressive d'une culture, aujourd'hui largement partagée, d'écoute et d'ouverture au milieu, considérées comme des conditions essentielles de la pérennité de l'entreprise.</p> <p>Son action dépasse son cadre spatial originel, pour s'étendre progressivement à l'ensemble des sites du Groupe, en s'adaptant aux contextes locaux (les unités d'incinération sont en zones industrielles, les centres de stockage en zones rurales).</p>

EN8	Emissions de gaz à effet de serre	Pages 64 & 65	<p>Le captage du méthane sur les décharges est le principal levier de réduction pour réduire les émissions des produits déjà stockés. A ce titre, le site de Changé a, dès son origine, mis en place un dispositif de captage puis de valorisation du CH₄ produit. Aujourd'hui plus de 17 millions de m³ par an de méthane sont captés et valorisés à hauteur du tiers pour divers usages sur le site (chauffage, production d'électricité, vapeur pour l'hygiénisation des déchets d'activités de soins, production d'eau chaude pour la station de lavage des camions), mais également à la disposition d'une coopérative agricole voisine pour la déshydratation de fourrage.</p> <p>En ce qui concerne l'incinération, le CO₂ émis est fatal car il provient de la teneur en carbone des déchets. Dans ce domaine, l'action prise par le Groupe est la production d'énergies renouvelables. Aussi le bilan global en termes d'émission de gaz à effet de serre doit-il s'analyser déduction faite des énergies substituées. L'évaluation des gaz à effet de serre évités est basée sur la notion de substitution d'une énergie "verte", aux sources classiques d'énergie (nucléaire, fioul, charbon, hydraulique) d'un pays donné, avec leurs taux de rejets en CO₂.</p> <p>Le scénario de référence pris pour Séché Environnement, est conservateur, car lié à la production d'électricité par l'énergie dominante en France (nucléaire avec 1 MWh = 80 kg de CO₂) alors qu'une référence européenne moyenne serait de l'ordre de 350 kg de CO₂ par MWh (et 546 en Amérique du Nord). Ainsi, selon le pays de référence, le ratio GES évités en proportion des GES de l'activité, pour Séché Environnement, est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> 4,4 % en contexte français; <input type="checkbox"/> 19,4 % sur la moyenne européenne; <input type="checkbox"/> 30,3 % en milieu nord-américain.
EN9	Utilisation et émission de substances qui appauvrissent la couche d'ozone	Page 71	<p>La pollution photochimique se compose d'un ensemble de phénomènes complexes qui conduisent à la formation d'ozone et d'autres composés oxydants. Parmi les sources de ces substances figurent les composés organiques volatils (COV) qui se retrouvent principalement pour le Groupe dans les activités de régénération de solvants et d'incinération. Ces mesures étant récentes et d'une réalisation délicate, les périmètres de mesure sont étendus d'année en année. De ce fait l'accroissement des valeurs d'émission (13 tonnes pour 47,4 tonnes au total pour 2004) n'est pas significatif.</p>
EN10	Emission de NOx, SOx et d'autres polluants atmosphériques significatifs, par type	Pages 70 & 71	<p>Les substances concourant à l'acidification de l'atmosphère (communément décrite par des « pluies acides ») sont principalement pour les activités du Groupe, le dioxyde de soufre (SO₂), l'acide chlorhydrique (HCl), les oxydes d'azote (NOx.).</p> <p>L'eutrophisation est quant à elle une perturbation de l'équilibre biologique des sols et des eaux due à un excès d'azote, notamment d'origine atmosphérique. Les substances concernées sont les NOx et le NH₃ (ce dernier peu pertinent dans les métiers du Groupe).</p> <p>Mis à part les gaz à effet de serre, l'exploitation des usines d'incinération s'accompagne du rejet d'effluents gazeux et de poussières qui font l'objet de contrôles très précis. Sont en particulier analysés l'acide chlorhydrique (HCl), le dioxyde de soufre (SO₂), le monoxyde de carbone (CO), le dioxyde d'azote (NO₂). Alors que les volumes traités par incinération progressaient de 10% en 2004, seuls les rejets d'oxydes d'azote augmentaient, et les autres émissions diminuaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> d'un quart pour l'acide chlorhydrique, le dioxyde de soufre et les poussières <input type="checkbox"/> de 55 % pour les dioxines

EN11	Quantité totale de déchets par type et par destination	Page 68	Par-delà des actions volontaristes de recyclage, le Groupe doit assumer sa production de résidus ultimes, directement liée à la nature et au volume des déchets reçus de sa clientèle (6,6 % des tonnages traités). Il s'agit principalement des déchets de l'incinération (mâchefers et résidus d'épuration des fumées) et des boues issues des traitements d'eau.
EN12	Rejets significatifs dans l'eau par type	Page 73	<p>Une partie des rejets d'eau se fait sous forme de vapeur d'eau dans les processus thermiques. Les autres rejets (sous forme liquide) des différentes installations du Groupe sont réalisés après épuration et contrôle précis des différentes substances chimiques contenues. Les paramètres pris en compte sont par exemple les métaux lourds (METOX), la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MES). Pour des rejets d'eau en croissance de 12 % en 2004, les teneurs en métaux sont restées inchangées et :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> l'indice METOX s'est amélioré de 7 % <input type="checkbox"/> la DCO a diminué de 16 % <input type="checkbox"/> les MES ont baissé de 31%.
EN13	Rejets accidentels significatifs de produits chimiques, d'huiles et de carburant (nombre et volume total)	Page 73	Il va de soi que du fait de son activité et de son organisation, Séché Environnement ne pratique aucun rejet volontaire de produits chimiques, huiles et carburants dans le milieu naturel. Aucun rejet accidentel majeur de ce type n'est non plus à signaler.
EN14	Impacts environnementaux significatifs des principaux produits et services	Page 4	<p>L'émergence des métiers du tri et de la valorisation, de la matière ou de l'énergie recelée par le déchet, n'a qu'une courte histoire d'une vingtaine d'années.</p> <p>Elle a dû concilier plusieurs impératifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> répondre à la nécessité du traitement du déchet par un service irréprochable et à un coût économiquement acceptable ; <input type="checkbox"/> préserver la santé et la sécurité des salariés et des riverains des installations ; <input type="checkbox"/> protéger l'environnement et sa biodiversité en limitant les impacts sur les milieux hydro-géologiques et atmosphériques ; <input type="checkbox"/> créer de l'activité économique, et donc de l'emploi, tout en se fondant dans le maillage local.
EN15	Pourcentage de la masse des produits vendus récupérable en fin de durée de vie utile et pourcentage réellement récupéré	Page 67	<p>La valorisation matière des déchets réceptionnés est privilégiée dans la mesure de la faisabilité technique, de l'existence d'un marché pour la matière première secondaire et de la viabilité économique de la chaîne de recyclage. Les cours élevés de certaines matières (ferraille et cuivre en particulier) expliquent la forte progression de cette valorisation externe (5,8 % du tonnage traité)</p> <p>Ce secteur d'activité est toutefois moins important en valeur absolue qu'en 2003 du fait du recentrage du Groupe entraînant corrélativement une baisse du nombre de structures spécialisées en ce domaine du recyclage.</p>
EN16	Cas et pénalités pour non-respect de l'ensemble des déclarations, conventions et traités internationaux en vigueur, des réglementations nationales, sous-nationales, régionales et locales relatives aux problèmes environnementaux		Néant
1.1	Déclaration sur la vision et la stratégie de l'organisation concernant sa contribution au développement durable	Pages 4 & 5	<p>Extrait :</p> <p>« Il ne saurait plus y avoir d'expansion économique au détriment des valeurs fondamentales que sont la santé, le respect de la biosphère et du cadre de vie. Les conséquences pour le métier en sont de deux ordres et constituent les bases de la responsabilité de l'entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> en interne : seule l'appropriation de la démarche de développement durable par l'ensemble du personnel, crée les conditions d'une parfaite intégration humaine, naturelle, ouverte sur le monde ; <input type="checkbox"/> au niveau de la zone d'implantation : la gestion des déchets devient un élément structurant au même titre que les réseaux de communication, ou d'adduction d'eau et d'énergies. »

9	... à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.		
EN17	Initiatives pour exploiter des sources d'énergie renouvelables et améliorer le rendement énergétique	Page 67	<p>Les actions de valorisation énergétique de déchets sont très liées à la politique de limitation des émissions de gaz à effet de serre. L'action volontaire de Séché Environnement se traduit par la mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> d'un captage de méthane à Changé depuis l'origine, à la Drimm depuis 2004, avec valorisation ; <input type="checkbox"/> de dispositifs de récupération et valorisation d'énergie (sous forme de vapeur, ou d'électricité) pour les unités d'incinération. <p>Sur le site de Salaise-sur-Sanne, les deux premières unités (Salaise 1, Salaise 2) sont dotées de chaudières de récupération de vapeur valorisée sur un site industriel voisin. Depuis la mise en route de Salaise 3 en 2002, la vapeur récupérée dans cette unité donne lieu à cogénération : électricité (15 MW) et vapeur.</p> <p>Au total, près de 208 GWh d'énergie renouvelable ont été produits en 2004 (+ 23 % en un an).</p>

Lutte contre la corruption

10	Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.		
SO2	Description de la politique, des procédures / programmes et des mécanismes de conformité, destinés aux organisations et employés et concernant les pots de vin et la corruption.	Page 79	<p>Séché Environnement fait du comportement éthique le cœur de sa stratégie. Le Groupe rejette toute forme de corruption active ou passive dans les transactions nationales comme internationales, notamment au sens où l'entendent les principes de l'OCDE. De même, il refuse de participer à toute forme de financement de partis ou d'activités politiques.</p> <p>La conséquence en est la mise en place en France (93 % du chiffre d'affaires 2004) d'un système de contrôle rigoureux destiné à exclure toute dérive prohibée. Ces principes constituent la septième bonne pratique des Codes de comportement et d'action du Groupe, remis à chaque salarié. De plus, des actions de sensibilisation du personnel ont débuté, avec l'assistance et le conseil de Transparence International (France).</p> <p>Pour le reste du monde, dans les établissements où le Groupe est majoritaire, l'application des règles locales est systématiquement contrôlée, et si celles-ci devaient s'avérer plus souples que les françaises, ces dernières seront progressivement étendues pour garantir le même niveau de sécurité. Si l'assurance d'un parfait respect de la directive ne pouvait être donnée par les mécanismes mis en place, et leur contrôle assuré, le Groupe pourrait alors être conduit à réexaminer sa stratégie à l'égard de ses filiales étrangères.</p>

Pour nous contacter :

Séché Environnement
33, rue de Mogador à Paris (75009) – France
Daniel Baumgarten
Téléphone : +33 (0)1.53.21.53.55
Email : communication@groupe-seche.com